

## Communiqué de presse de la FRANCE INSOUMISE 65

### Finissons-en et construisons l'opposition aux politiques libérales !

La France insoumise est depuis de nombreux mois en campagne avec son programme l'Avenir en commun et Jean-Luc Mélenchon, son candidat à l'élection présidentielle, et maintenant ses candidats aux élections législatives, Sylvie FERRER sur la 1<sup>ère</sup> circonscription et Charles ROCHETEAU sur la 2<sup>ème</sup>. Tous deux ont été désignés démocratiquement lors des assemblées générales de circonscription où étaient invités citoyens et organisations politiques de Gauche.

Après s'être tenu à l'écart de ces réunions et du vote démocratique de désignation des candidats aux élections législatives, le PCF des Hautes Pyrénées a proposé de « *permettre à chacune de nos organisations d'avoir un candidat titulaire* » et de « *faire une campagne unitaire* » ce qui supposait de revenir sur le vote des nombreux citoyens présents à ces assemblées.

La France Insoumise n'est pas un parti mais un mouvement citoyen. Le PCF qui n'a pas souhaité une campagne unitaire lors de l'élection présidentielle mais préféré une campagne autonome avec un programme distinct souhaitait donc imposer au plan départemental comme au niveau national un accord d'appareils afin de désigner arbitrairement des candidats « unitaires » porteurs de programmes différents ! Depuis le début la France Insoumise, par souci de cohérence, défend un programme identique pour la présidentielle et pour les législatives : l'Avenir en Commun.

Des rencontres se sont tenues nationalement malgré la position de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF qui indiquait en janvier 2017 qu'il n'y aurait pas d'accord avec la France Insoumise. Depuis octobre 2016, le PCF était régulièrement invité à prendre toute sa place au sein de la France Insoumise au coté des citoyens et des autres partis signataires de la charte politique (faisant référence à la charte ANTICOR). C'est d'ailleurs à ce titre que, dans de nombreux départements, la France insoumise a investi des candidats communistes. L'argument maintes fois avancé par le PCF indiquant que l'obligation de signature de cette charte avait pour but de le priver de son autonomie financière et de le faire disparaître est une argutie. Au sein du défunt Front de Gauche, lors de chaque élection, chaque candidat déclarait son rattachement politique au FDG et son rattachement financier à son parti politique, ce qui ne lésait personne d'autant que dans 90% des cas les candidats étaient imposés par le PCF.

Localement, bien avant le premier tour de l'élection présidentielle, Marie Pierre VIEU, candidate déclarée du Front de Gauche - PCF aux élections législatives et qui ne cesse de promouvoir le rassemblement, commençait sa propre campagne en diffusant un tract présentant sa candidature tout en soutenant, enfin, la candidature de Jean-Luc Mélenchon mais pas son programme. Il est d'autant plus facile pour Marie Pierre Vieu d'être candidate aux législatives dans le 65 et affaiblir la France insoumise quand c'est à elle que reviendra le poste de député européen de Jean Luc Mélenchon s'il est élu à Marseille. On comprend que le candidat communiste à Marseille se soit retiré en face de JL Mélenchon. La même démarche ici aurait été honorable.

Finissons-en ! Le PCF qui prône un large rassemblement ne le réussit pas en son sein. Ainsi, localement, des militants communistes ont rejoint la France Insoumise qui, elle, a concrétisé au cœur de son mouvement l'union des forces alternatives tant souhaitée. Nombre de militants communistes, écologistes, altermondialistes participent à ce rassemblement et s'engagent pour le programme l'Avenir en Commun dans la perspective des élections législatives mais aussi dans la construction à long terme d'une force d'opposition aux orientations libérales inscrites dans le programme du président Macron. Ces orientations sont soutenues par un conglomérat politique où se côtoient toujours les mêmes, les "républicains", les "centristes" et nombre de "socialistes". Cela se traduit sur le département par des candidatures parallèles qui toutes se réclament d'une même mais hypothétique majorité présidentielle et se livrent à des jeux de rôle médiatiques dignes du grand théâtre de Guignol avec comme acteurs Bernard Sempastous et Jean Glavany, secondés par Jeanine Dubié, Clément Menet et Marie-Agnès Staricky.

Finissons-en ! Concentrons nos forces sur les urgences du moment : l'urgence climatique qui nous impose de mettre en œuvre la transition et la planification écologiques, l'urgence démocratique qui nécessite de rompre avec les institutions actuelles et de passer à une 6<sup>ème</sup> république et l'urgence sociale qui nous mobilise pour en finir avec la précarité et la pauvreté. Les 11 et 18 juin prochains, il faut envoyer à l'assemblée nationale le plus grand nombre de député(e)s possible de la France Insoumise pour combattre le programme antisocial et libéral du président Macron et porter un programme de rupture laïque, écologique, social et démocratique, l'Avenir en Commun. L'engagement de la France Insoumise lors de la campagne présidentielle a permis de faire reculer le Front National, continuons ainsi !

Dans les Hautes-Pyrénées, il faut voter pour Sylvie Ferrer et Charles Rocheteau, les candidats de la France Insoumise soutenus par Jean-Luc Mélenchon.